

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3204

31 octobre 2014

SOMMAIRE

Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l.	153777	Gunnerston Properties S.A.	153748
Beaufort Investments S.à r.l.	153786	Gunnerston Properties S.A.	153748
BMB Ressources	153746	HECTAS Gebäudedienste S.à r.l.	153747
BSRECP II Joint International S.à r.l.	153758	Hunkemöller Luxembourg A.G.	153750
Canopus Investments S.A.	153748	Intermediate Finance Europe II SICAR .	153746
Canopus Investments S.A.	153748	Invensys European Holdings S.à r.l.	153761
CPFL S.à r.l.	153768	Investec GLL Deutschland 1	153750
Darioritum S.A. - SPF	153792	ITW Finance Europe S.A.	153747
Eagle Invest Holding SPF S.A.	153747	Klima Becker S.A.	153748
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)	153746	KLP Real Estate Europe S.à r.l.	153753
Edmond de Rothschild Assurances et Con- seil (Europe)	153746	Kuching S.A.	153754
Erin Service S.à r.l.	153749	La Financière de la Balagne	153754
ETOILE ATLAS HOLDING Luxembourg, S. A.	153750	Lis ma vie S.à r.l.	153755
Euredis S.A.	153749	LLP Luxembourg S.A.	153752
Faber Architectes S. à r.l.	153751	Luxembourg (Overseas) Holdings S.à r.l.	153753
Fashion Style S.à r.l.	153751	M2DL Consulting S.A.	153755
FGP XII S.à r.l.	153752	Macquarie Autoroutes de France 2 S.A.	153753
Fluens S.à r.l.	153750	Maslet S.A.	153754
FMC Luxembourg S.à r.l.	153746	MI.RÒ.89 International Luxembourg S.A.	153761
Forestière Internationale S.A.	153752	Municipal Infrastructure Development Fund	153754
Forworx Group S.A.	153752	New Century Investment (Luxembourg) Sàrl	153755
Fraizia S.A.	153749	N. Hypothek Lux S.à r.l.	153755
Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l.	153751	Promotion 777 S.A.	153747
Grabory S.à r.l.	153751	Propolin S.à r.l.	153747
Griffin Residential S.à r.l.	153749	Schneider Electric Holding Luxembourg	153761
Group International Finance Holding S.A.	153756	Semion Bioanalytics S.à r.l.	153780
Group International Finance Holding S.A., SPF	153756	SHCO 92 S.à r.l.	153746

BMB Ressources, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.288.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151427/9.

(140173370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Edmond de Rothschild Assurances et Conseil (Europe), Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 18, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 105.897.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149995/10.

(140171532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 88.591.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149993/10.

(140171524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

**FMC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SHCO 92 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 septembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014150060/11.

(140171797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

**IFE II, Intermediate Finance Europe II SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une
Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 109.432.

Les statuts coordonnés au 5 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014150114/12.

(140171464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Promotion 777 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 159.777.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 septembre 2013.

Référence de publication: 2014151164/10.

(140172680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Propolin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3820 Schifflange, 84, rue Belair.

R.C.S. Luxembourg B 133.560.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weber-Köhler / Kornelia.

Référence de publication: 2014151165/10.

(140172574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

ITW Finance Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 131.654.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 septembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014150139/11.

(140171765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Eagle Invest Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 97.298.

La nouvelle adresse de CONCILIUM S.À R.L., Commissaire aux comptes de la société EAGLE INVEST HOLDING SPF S.A. est la suivante: 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EAGLE INVEST HOLDING SPF S.A.

Référence de publication: 2014152030/11.

(140173917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

HECTAS Gebäudedienste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 38, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 146.921.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014151593/12.

(140173058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

**Canopus Investments S.A., Société Anonyme,
(anc. Gunnerston Properties S.A.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 44.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014151965/13.

(140173721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Klima Becker S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 97, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 145.260.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. September 2014.

Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Carlo WERSANDT
Notar

Référence de publication: 2014150157/14.

(140170990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

**Canopus Investments S.A., Société Anonyme,
(anc. Gunnerston Properties S.A.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 44.386.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juillet 2014:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Madame Annette SCHROEDER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Henri REITER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Raul MARQUES, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014151964/24.

(140173720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Erin Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 23, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 95.577.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014152039/9.

(140173828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Euredis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 58.110.

La nouvelle adresse de CONCILIUM S.À R.L., Commissaire aux comptes de la société EUREDIS S.A. est la suivante:
127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUREDIS S.A.

Référence de publication: 2014152044/11.

(140173916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Fraizia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 135.156.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 1^{er} octobre 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 18, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Madame Cornelia METTLEN et de Madame Brigitte DENIS en leur qualité d'administrateurs de la Société avec effet immédiat.

Pour FRAIZIA S.A.

Référence de publication: 2014152068/16.

(140173544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Griffin Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 119.840.

Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société du 18 septembre 2014

Le 18 Septembre 2014, l'associé unique de Griffin Residential S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr. Xavier de Cillia en qualité de Gérant B de la Société avec effet au 1^{er} Septembre 2014;
- De nommer Mme. Severine Canova, ayant son adresse professionnelle à 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérant B de la Société avec effet au 1^{er} Septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 Septembre 2014.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014152086/18.

(140173928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Fluens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 86.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152065/9.

(140173584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

ETOILE ATLAS HOLDING Luxembourg, S. A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 127.941.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152041/9.

(140174205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Hunkemöller Luxembourg A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 8, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 25.163.

L'assemblée générale du 23 septembre 2014 a:

- renommé Monsieur Philip Mountford, né le 29 juin 1970 en Grande-Bretagne, demeurant Prinsengracht 229D, NL-1016 GX Amsterdam, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152115/13.

(140173661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Investec GLL Deutschland 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 158.087.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la société au 30 septembre 2014

a) qu'a été accepté la résiliation du mandat de M. Werner Mürz en tant que gérant de la société;

b) qu'a été nommé gérant de la société pour une durée illimitée à partir du 1 octobre 2014:

Mme. Désirée DICK, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg.

c) qu'ont été prolongés les mandats en tant que gérants de la société de M. Jörg FUCHS, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg and Mme. Melina Wenner, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg pour une durée illimitée.

Suivant cette nomination, les mandats des gérants de la société à partir du 1 octobre 2014 sont les suivants:

Mme. Désirée DICK, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg;

Mme. Melina WENNER, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg;

M. Joerg FUCHS, ayant son domicile professionnel à 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 1^{er} octobre 2014.

Jörg Fuchs

Gérant

Référence de publication: 2014152125/23.

(140174217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Faber Architectes S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 157.080.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FABER ARCHITECTES S.à r.l.

Référence de publication: 2014152056/10.

(140173678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Fashion Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.829.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 126.905.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce que l'adresse professionnelle de Monsieur Jens Hoellermann, gérant de la Société, est désormais le:

- 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg (Grand -Duché du Luxembourg)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Octobre 2014.

Référence de publication: 2014152057/13.

(140173892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Grabory S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 9.535.960,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 115.756.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 29 septembre 2014:

1. que la démission de M. Carl PIVERT en tant que gérante de classe B est acceptée avec effet au 18 septembre 2014;
2. que Mme. Maria RODRIGUES avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de classe B avec effet au 18 septembre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152084/15.

(140173751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 129.175.

Auszug aus dem Beschluss des alleinigen Gesellschafters vom 21. August 2014

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am einundzwanzigsten August hat der alleinige Gesellschafter der (...) Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l. (...), die Golding Capital Partners GmbH mit Sitz in Möhlstraße 7, D-81675 München (...) folgenden Beschluss gefasst:

Herr Jeremy Golding, wohnhaft in Mauerkircherstraße 126, D-81925 München, wird mit sofortiger Wirkung auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt.

Luxenburg, den 1. Oktober 2014.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014152083/16.

(140173819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Forestière Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 68.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152066/9.

(140173985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

FGP XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152060/10.

(140173895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Forworx Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue de Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 113.224.

Deuxième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Thomas VALEMBOIS, né le 17/06/1972 à Courtrai en Belgique, demeurant 34 rue de Guerlange B-6780 Longeau (Belgique), de son poste d'administrateur.

L'assemblée générale décide la nomination du nouvel administrateur, la société FORWORX LUXEMBOURG S.à r.l., dont le siège social est établi à 2 rue de Drosbach L-3372 Leudelange, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg B135373, représentée par Monsieur Pascal SIMON, demeurant à 24 rue des Tulipes, F-57570 Boust (France) et Monsieur Pierre JOPPART, pour une durée déterminée, son mandat se terminera en 2016.

Fait à Livange, le 30 septembre 2014.

L'administrateur délégué

Référence de publication: 2014152067/16.

(140173906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

LLP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 136.347.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 29 septembre 2014

Résolutions:

1. L'assemblée générale renouvelle le mandat du commissaire aux comptes à l'unanimité:
- Monsieur Lex Benoy, Conseiller Economique, né le 29 mai 1954 à Luxembourg, demeurant à L-2538 Luxembourg, 1, rue Zimmer.
Son mandat prendra fin au terme de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2014.
2. L'assemblée prend acte du changement d'adresse de Monsieur Tim SMULDERS. Son adresse est L-5775 WEILER-LA-TOUR, 10, rue des Violettes.
3. L'assemblée prend acte du changement d'adresse de la société Titanium Consult Sàrl. Son adresse est L-8070 BERTRANGE, 7, rue des Mérovingiens.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152203/19.

(140174121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

KLP Real Estate Europe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.598.

EXTRAIT

A partir du 1^{er} octobre 2014, l'adresse du siège social de la Société est au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014152182/13.

(140173756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Luxembourg (Overseas) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 37.951.001,00.**

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 120.821.

Extrait du procès-verbal du Conseil de Gérance tenue en date du 30 Septembre 2014

Le Conseil décide de:

- transférer le siège social de la société de 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg à 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014152192/14.

(140173884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Macquarie Autoroutes de France 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 138.849.

Par assemblée générale en date du 12 septembre 2014, les actionnaires de la Société ont pris la décision suivante:

1. nomination de M. Karim Mourad, né le 7 juillet 1974 à Beyrouth (Liban), ayant son adresse professionnelle au 211 Corniche Street, Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis) en tant que administrateur de la Société avec effet au 12 septembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

2. nomination de M. Charles Roemers, né le 15 mars 1965 à Moresnet (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 37, rue du St Esprit, L- 1475 Luxembourg (Luxembourg) en tant que administrateur de la Société avec effet au 12 septembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

2. nomination de M. Johan Claessens, né le 3 novembre 1963 à Asten (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au c/-PGGM Investments, Noordweg Noord 150, 3704 JG Zeist (Pays-Bas) en tant que administrateur de la Société avec effet au 12 septembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

Dès lors, le conseil d'administration se compose ainsi:

Administrateurs

Mme Rosa Villalobos

M. David Harrison

M. Peter Trent

M. Karim Mourad

M. Charles Roemers

M. Johan Claessens

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014152209/27.

(140174081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

La Financière de la Balagne, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 164.328.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152187/10.

(140173498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Kuching S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 132.689.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014152186/12.

(140173673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Municipal Infrastructure Development Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 174.243.

Résolution prise par le Conseil d'administration de la SICAV-SIF en date du 9 septembre 2014

- Le conseil d'administration prend note de la démission de Monsieur Christian HAAS comme administrateur de la SICAV-SIF avec effet au 9 septembre 2014.

- Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Kirk MILDNER, né le 04.03.1969 à Braunschweig (Allemagne), domicilié professionnellement au Palmengartenstrasse 5-9, D-60325 Frankfurt/Main, comme administrateur de la SICAV-SIF à partir du 9 septembre 2014 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152220/15.

(140173635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Maslet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 21.613.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 septembre 2014

1. La liquidation de la société Maslet S.A. est clôturée.
2. Décharge est accordée au liquidateur et au Commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats.
3. Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Extrait certifié sincère et conforme

Merlis S.à r.l.

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014152222/17.

(140173563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

M2DL Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 146.607.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152247/9.

(140174189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Lis ma vie S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 138.139.

Résolution du conseil de gérance prise à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2014:

- Le conseil d'administration a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152201/11.

(140173968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

New Century Investment (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 174.427.

Auszug des Beschlusses des alleinigen Gesellschafters vom 17. September 2014

Der alleinige Gesellschafter hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 15. August 2014 nach:
L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt
zu verlegen.

Luxemburg, den 17. September 2014.

New Century Holdings Group Limited
Der alleinige Gesellschafter

Référence de publication: 2014152249/14.

(140173469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

N. Hypothek Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.847.

Extrait des résolutions des associés de la Société du 12 Septembre 2014

Au 12 Septembre 2014, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- Reconnaître la démission de Jonathan Fragodt, né le 03 Décembre 1967 à Moorehead, Etats-Unis d'Amérique, ayant comme adresse privée 3, Ringstrasse, Rotkreuz, 6343, Suisse, en tant que gérant de la Société avec effet le 12 Septembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K. Braun

- Pedro Fernandes das Neves

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Septembre 2014.

N. Hypothek Lux S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014152248/20.

(140173640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

**Group International Finance Holding S.A., SPF, Société Anonyme,
(anc. Group International Finance Holding S.A.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 45.519.

Im Jahre zwei tausend vierzehn,
den zweiundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft GROUP INTERNATIONAL FINANCE HOLDING S.A., mit Sitz in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 45.519 (NIN 1993 4010 550),

gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitze in Junglinster, am 15. Oktober 1993, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 615 vom 31. Dezember 1993, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- zufolge Urkunde aufgenommen durch denselben Notar Jean SECKLER am 27. Dezember 1999, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 296 vom 20. April 2000;

- zufolge Urkunde aufgenommen durch denselben Notar Jean SECKLER am 11. Oktober 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 460 vom 22. März 2002.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf ein hundert fünfundfünfzig tausend Euro (€ 155.000.-), eingeteilt in sechs tausend zwei hundert fünfzig (6.250) Aktien ohne Nennwert.

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Frau Peggy Simon, Privatangestellte, beruflich ansässig in Echternach, 9, Rabatt.

Sie beruft sich selbst zum Stimmzähler und zum Schriftführer Frau Mariette Schou, Privatangestellte, beruflich ansässig in Echternach, 9, Rabatt.

Die Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei, welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig, somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1.- Umwandlung der Gesellschaft in eine Aktiengesellschaft, als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen.

2.- Umwandlung des Gesellschaftsnamen in GROUP INTERNATIONAL FINANCE HOLDING S.A., SPF und dementsprechende Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 1 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1. (Absatz 1). Es besteht eine Aktiengesellschaft, als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, unter der Bezeichnung GROUP INTERNATIONAL FINANCE HOLDING S.A., SPF.

3.- Abänderung von Artikel 2 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Halten sowie die Verwaltung und Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten im Sinne des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die SPF. Die Gesellschaft kann Guthaben jeglicher Art, welche auf einem Konto geführt werden können halten, verwalten und veräußern.

Die Gesellschaft kann keinerlei kommerzielle Aktivität ausüben und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Massnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Gesellschaft für die Verwaltung von Familienvermögen abwickeln.

4.- Abänderung von Artikel 11 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 11. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006, sowie das Gesetz vom 11. Mai 2007.

5.- Annahme der Rücktritte von Frau Danièle WENZEL und Herrn Stavros REGGINOS als Mitglieder des Verwaltungsrates mit Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate.

6.- Ernennung von Herrn Thierry HELLERS, Steuerberater, beruflich ansässig in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg und Herrn Charles ALTWIES, Buchhalter, beruflich ansässig in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, als Mitglieder des Verwaltungsrates, ihr Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

7.- Annahme des Rücktrittes der Gesellschaft G.T. Experts Comptables als Rechnungskommissar mit Entlastung für die Ausübung ihres Mandates.

8.- Ernennung der Gesellschaft G.T. Fiduciaires S.A., mit Sitz in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer B 121.820, als Rechnungskommissar der Gesellschaft, ihr Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

IV.) Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für Richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertreter und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigefügt um zusammen einregistriert zu werden.

V.) Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die sechs tausend zwei hundert fünfzig (6.250) Aktien, welche das gesamte Kapital von ein hundert fünfundfünfzig tausend Euro (€ 155.000.-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag des Vorsitzenden bestätigt und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig nachfolgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Gesellschaft in eine Aktiengesellschaft als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftsnamen in GROUP INTERNATIONAL FINANCE HOLDING S.A., SPF umzuwandeln und dementsprechend den ersten Absatz von Artikel 1 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1. (Absatz 1). Es besteht eine Aktiengesellschaft, als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, unter der Bezeichnung GROUP INTERNATIONAL FINANCE HOLDING S.A., SPF.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 2 der Statuten abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Halten sowie die Verwaltung und Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten im Sinne des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die SPF. Die Gesellschaft kann Guthaben jeglicher Art, welche auf einem Konto geführt werden können halten, verwalten und veräußern.

Die Gesellschaft kann keinerlei kommerzielle Aktivität ausüben und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Massnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Gesellschaft für die Verwaltung von Familienvermögen abwickeln.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 11 der Statuten abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 11. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006, sowie das Gesetz vom 11. Mai 2007.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt die Rücktritte von Frau Danièle WENZEL und Herrn Stavros REGGINOS als Mitglieder des Verwaltungsrates an und erteilt ihnen Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Herrn Thierry HELLERS, Steuerberater, beruflich ansässig in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg und Herrn Charles ALTWIES, Buchhalter, beruflich ansässig in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, als Mitglieder des Verwaltungsrates zu ernennen, ihr Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt der Gesellschaft G.T. Experts Comptables als Rechnungskommissar an und erteilt ihr Entlastung für die Ausübung ihres Mandates.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Gesellschaft G.T. Fiduciaires S.A., mit Sitz in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer B 121.820, zum Rechnungskommissar der Gesellschaft zu ernennen, ihr Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, schliesst die Sitzung.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 23 septembre 2014. Relation: ECH/2014/1744. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 25. September 2014.

Référence de publication: 2014149467/126.

(140170569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

BSRECP II Joint International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 182.477.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of August,
Before Maître Carlo WERSANDT, notary public residing in Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

1. "BSRECP II OFFSHORE INTERNATIONAL HOLDING S.à r.l.", a Luxembourg Société à responsabilité limitée with registered office at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.640; and

2. "BSRECP II ONSHORE INTERNATIONAL HOLDING S.à r.l.", a Luxembourg Société à responsabilité limitée with registered office at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.674

here represented by Marielle STIJGER, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal on August 11th, 2014.

Such proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as aforesaid, are the sole shareholders (the "Shareholders") of "BSRECP II Joint International S.à r.l.", having its registered office at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on December 3rd, 2013, published at the Memorial C n° 130 on January 15th, 2014,

registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the registration number B 182.477 (the "Company").

The Shareholders, represented as aforesaid, have requested the undersigned notary to draw up the following:

Agenda:

1. The amendment of the article 4 of the articles of association of the Company.

After this had been set forth, the Shareholders, representing the entire capital of the Company, now request the undersigned notary to record the following sole resolution:

Sole resolution

The Shareholders decide to amend the first paragraph of article 4 of the articles of incorporation of the Company, which henceforth shall read as follows:

" **Art. 4.** The objects of the Company are:

- to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds

and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

- to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

- to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

- to invest and deal with the Company's money and funds in any way the board of managers think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

- to borrow, raise and secure the payment of money in any way the board of managers think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

- to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

- to enter into any guarantee or contract of indemnity or surety-ship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 4.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

- to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 4 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

- to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the board of managers incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg law without due authorisation under Luxembourg law."

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to eight hundred Euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treize août.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

1. «BSRECP II OFFSHORE INTERNATIONAL HOLDING S.à r.l.», une Société à responsabilité limitée ayant son siège social à 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 12,500 EUR, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.640;

2. «BSRECP II ONSHORE INTERNATIONAL HOLDING S.à r.l.», une Société à responsabilité limitée ayant son siège social à 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 12,500 EUR, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.674

ici représentées par Marielle STIJGER, employé privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé en date du 11 août 2014.

Laquelle procuration, après paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme ci-avant, sont les seules et uniques associées (les «Associées») de «BSRECP II Joint International S.à r.l.», ayant son siège social à 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 décembre 2013, publié au Mémorial C n° 130 le 15 janvier 2014,

immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.477 (la «Société»).

Les Associées, représentées comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Agenda:

1. La modification de l'article 4 des articles de constitution de la Société.

Ceci ayant été exposé, les Associées, représentant l'intégralité du capital de la Société, requièrent désormais le notaire instrumentaire de prendre acte de l'unique résolution suivante.

Unique résolution

Les Associées décident de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des articles de constitution de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 4.** La Société a pour objet:

- d'agir comme une société de portefeuille et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société est, pour le moment, directement ou indirectement intéressée, et d'acquérir (soit par une souscription originale, l'achat, l'échange ou autrement) la totalité ou toute partie du capital, actions, obligations, titres obligataires et autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif de toute nature et de tenir le même que les investissements, et de vendre, d'échanger et de disposer de la même;

- de détenir des actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, céder, consentir des options sur, de faire valoir et de traiter autrement tout ou partie de la propriété et les droits de la Société;

- d'exercer toute activité industrielle ou commerciale que ce soit et...acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou partie de l'entreprise, les biens et / ou passifs de toute personne qui exploite une entreprise;

- d'investir et de gérer les fonds de la Société de quelque manière que le conseil de gérance le juge à propos et de prêter de l'argent et donner du crédit dans chaque cas à toute personne avec ou sans garantie;

- d'emprunter, réunir et garantir le paiement de l'argent lorsque le conseil de gérance le juge à propos, notamment par l'émission (dans la mesure permise par la loi luxembourgeoise) de débentures et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou autre, convertibles ou non, si ou pas chargé sur tout ou partie de la propriété de la Société (présents et futurs) ou de son capital non appelé, et à acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

- d'acquérir un intérêt dans, fusionner, consolider et d'entrer en partenariat ou accord pour le partage des profits, l'union des intérêts, opération co, joint-venture, ou de concessions réciproques avec toute personne, y compris les employés de la Société;

- de conclure une garantie ou d'un contrat d'indemnité ou de cautionnement, et pour assurer la sécurité, y compris la garantie et de la sécurité pour l'exécution des obligations et le paiement de sommes d'argent (y compris le capital, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes et les coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autres titres) par toute personne, y compris toute personne morale dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est pour le moment un membre ni une personne ayant un lien direct ou participation indirecte dans la société ou est associée à la société dans toute entreprise ou de l'entreprise, avec ou sans la Société de recevoir une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, une charge ou d'un privilège sur tout ou partie de commerce, des biens, des actifs de la Société ou du capital non appelé (présent et futur) ou par d'autres moyens; pour les fins du présent article 4.7 "garantie" inclut toute obligation, cependant décrit, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance de l'argent, l'achat ou de souscription d'actions ou d'autres titres et l'achat d'actifs ou services), d'indemniser et de tenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement pour responsable de toute dette d'une autre personne;

- de faire tout ou partie des choses qui sont fournis dans le paragraphe du présent article 4 (a) dans n'importe quelle partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autre; (c) soit par les fiduciaires, agents, sous-traitants ou autrement; et (d) seul ou avec une autre personne ou des personnes;

- de faire toutes choses (y compris la conclusion, l'exécution et la livraison des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, de l'avis du conseil de gérance accessoire ou propice à la réalisation de tout ou partie de la Société de objets, ou l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

IL EST ENTENDU que la Société ne conclura aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la loi luxembourgeoise, sans autorisation de droit luxembourgeois.»

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toute sorte qui devront être supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés à huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. STIJGER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 août 2014. LAC/2014/38664. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149348/168.

(140170587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

MI.RÒ.89 International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 84.275.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014151677/12.

(140173238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

**SEHL, Schneider Electric Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée,
(anc. Invensys European Holdings S.à r.l.).**

Capital social: GBP 341.705.296,66.

Siège social: L-8080 Bertrange, 35, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 65.165.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de septembre,

par devant nous, Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

BTR INDUSTRIES LIMITED, une société de droit anglais dont le siège social est situé au 40 Grosvenor Place, London SW1X 7AW, immatriculée auprès du registre du Royaume-Uni sous le numéro 00478575,

agissant en sa qualité d'associé unique («l'Associé Unique») de la société INVENSYS EUROPEAN HOLDINGS S.À R.L., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65165, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire résidant alors à Hesperange, en date du 24 juin 1998, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 675 du 22 septembre 1998 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 18 juillet 2014, en cours de publication auprès du Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»),

ici représentée par Monsieur Kevin SMITH, dûment habilité à représenter et engager l'Associé Unique en sa capacité de Senior Vice President & Group Controller, Directeur de BTR INDUSTRIES LIMITED, preuve en ayant été rapportée au notaire instrumentant.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. qu'il détient l'intégralité du capital social et des droits de vote de la Société;

II. qu'il prend position sur les points suivants:

1. Décision de procéder au transfert du siège social de la Société, de son adresse actuelle sise au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 22 septembre 2014 (le «Transfert de Siège»);

2. Décision de prendre acte et d'accepter la démission de Messieurs François BROUXEL, Michael MCDONALD et Stephen MCDONNELL de leurs fonctions de gérant de la Société, avec effet au 22 septembre 2014;

3. Décision d'accorder pleine et entière décharge à Messieurs François BROUXEL, Michael MCDONALD et Stephen MCDONNELL pour l'exercice de leur mandat de gérant de la Société ce, pour la période allant du 31 mars 2014 au (et y inclus) 22 septembre 2014;

4. Décision de procéder subséquemment à la nomination, pour une durée indéterminée, de:

i. Monsieur Philippe SURITZ, Vice-Président Financial Controller et Directeur de SESI Lux Branch, né le 25 décembre 1956, à Bruxelles (Belgique) et résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

ii. Monsieur Guy RENARD, CEO de SESI Sprl, né le 17 juillet 1946 à Feignies, France et résidant au 24C, rue des Petits Carmes, L-1000 Bruxelles, Belgique; et

iii. Monsieur Nicolas MONTEL, Ingénieur Financier, né le 4 avril 1985 à Annecy, France et résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

en tant que nouveaux gérants de la Société, avec effet au 22 septembre 2014;

5. Décision (i) de modifier la dénomination sociale de la Société en «Schneider Electric Holding Luxembourg (SEHL)» (en abrégé SEHL), (ii) de réduire le nombre de parts sociales représentatives du capital social de la Société, actuellement représenté par 11.522.562 (onze millions cinq cent vingt-deux mille cinq cent soixante-deux) parts sociales sans désignation de valeur nominale, pour le porter à 100 (cent) parts sociales sans désignation de valeur nominale (étant entendu que le montant du capital social de la Société demeurera inchangé) et plus généralement, (iii) de procéder à une refonte complète des statuts de la Société (excepté l'objet social de la Société qui demeurera inchangé) qui seront établis - à compter des présentes - uniquement en langue française (les «Statuts»);

6. Conformément aux dispositions de l'article 8.3.(iv) des Statuts (une fois la refonte de ceux-ci opérée), décision de procéder à la nomination, pour une durée indéterminée, de Monsieur Philippe SURITZ, Vice Président Financial Controller et Directeur de SESI Lux Branch, né le 25 décembre 1956, à Bruxelles (Belgique), résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 22 septembre 2014 (étant précisé que les tâches et pouvoirs lui dévolus devront être déterminés par le conseil de gérance de la Société);

7. Autorisation donnée à tous gérants de la Société, agissant seul ou conjointement, d'accomplir, au nom et pour le compte de la Société, toutes formalités et actions nécessaires, utiles ou souhaitables à l'exécution des résolutions devant être adoptées sur base du présent ordre du jour (en particulier quant à la mise en oeuvre effective du Transfert de Siège et la mise à jour du registre des associés de la Société (le «Registre») aux fins de refléter les diverses modifications opérées);

8. Divers.

III. qu'il entend établir le présent acte, et les résolutions y contenues, uniquement en langue française:

Après due considération, l'Associé Unique a adopté, dans le meilleur intérêt de la Société, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver le Transfert de Siège de la Société avec effet au 22 septembre 2014.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de prendre acte et d'approuver la démission de Messieurs François BROUXEL, Michael MCDONALD et Stephen MCDONNELL de leurs fonctions de gérant de la Société avec effet au 22 septembre 2014 et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exercice de leur mandat ce, pour la période allant du 31 mars 2014 au (et y inclus) 22 septembre 2014.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de procéder à la nomination des personnes suivantes:

i. Monsieur Philippe SURITZ, Vice Président Financial Controller et Directeur de SESI Lux Branch, né le 25 décembre 1956, à Bruxelles (Belgique) et résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

ii. Monsieur Guy RENARD, CEO de SESI Sprl, né le 17 juillet 1946 à Feignies, France et résidant au 24C, rue des Petits Carmes, B-1000 Bruxelles, Belgique; et

iii. Monsieur Nicolas MONTEL, Ingénieur Financier, né le 4 avril 1985 à Annecy, France et résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

en tant que nouveaux gérants de la Société, avec effet au 22 septembre 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de procéder à:

i. la modification de la dénomination sociale de la Société en «Schneider Electric Holding Luxembourg (SEHL)», (en abrégé SEHL);

ii. la réduction du nombre de parts sociales représentatives du capital social de la Société, actuellement représenté par onze millions cinq cent vingt-deux mille cinq cent soixante-deux (11.522.562) parts sociales sans désignation de valeur nominale, pour le porter à cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale (étant entendu que le montant du capital social de la Société demeurera quant à lui, inchangé); et plus généralement

iii. une refonte complète des Statuts (excepté l'objet social de la Société qui demeurera inchangé) qui seront établis - à compter des présentes - uniquement en langue française et auront la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. La dénomination de la société à responsabilité limitée est «Schneider Electric Holding Luxembourg (SEHL)» (en abrégé SEHL) (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans la commune par simple décision du Conseil (tel que ce terme est défini ci-après). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La société a pour objet l'acquisition, l'administration, le développement et la cession de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères. La société est autorisée à octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou aux dites holding, filiale, ou filiale apparentée dans lesquelles la société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.2. De plus, la société pourra acquérir et céder toutes autres sortes de valeurs mobilières, soit par souscription, achat, échange, vente ou de toute autre manière. La société pourra détenir des parts dans des sociétés de personnes. En outre, la société pourra acquérir, développer, accomplir et disposer de propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger.

3.3. D'une manière générale, la société est autorisée à effectuer toute opération commerciale, industrielle et financière qui pourrait être dans le champ des titres ou de la propriété immobilière, susceptible d'augmenter ou de compléter les objets mentionnés ci-dessus.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à trois cent quarante et un millions sept cent cinq mille deux cent quatre-vingt-seize livres sterling et soixante-six pences (341.705.296,66 GBP), représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative, sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. La prime d'émission et primes assimilées de la Société peuvent être réduites par une résolution des associés, statuant comme en matière de réduction du capital.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»).

8.1. Pouvoirs du Conseil

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou les Statuts à ou aux associé(s) sont de la compétence du Conseil, qui a tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant.

(ii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iii) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de se faire représenter à toute réunion du Conseil.

(iv) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

(v) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valablement prises au jour de la réunion. Le procès-verbal sera contresigné plus tard par le ou les gérant(s) ayant participé à la réunion du Conseil par de tels moyens.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(viii) Un gérant ayant un intérêt personnel contraire à celui de la Société dans une matière soumise à l'accord du Conseil sera obligé d'en informer le Conseil et il en sera fait état dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra participer à cette délibération du Conseil quant aux points pour lesquels apparaît un conflit d'intérêts. A la prochaine Assemblée Générale, avant tout autre vote, les associés seront informés des cas dans lesquels un gérant avait un intérêt personnel contraire à celui de la Société.

Au cas où un quorum du Conseil ne peut être atteint à cause d'un conflit d'intérêts, les décisions prises par la majorité requise des autres membres du Conseil présents ou représentés et votants à cette réunion, seront réputées valables.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs des gérants de la Société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateurs, associés, directeurs ou employés d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement

en affaires. Un gérant ne pourra, pour la seule raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

8.3. Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de tout gérant, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil, dans la limite de la délégation ainsi octroyée.

(iii) Les décisions suivantes ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité de tous les membres du Conseil:

- l'octroi de prêts à, ou la souscription de valeurs mobilières donnant ou non accès au capital d'un émetteur détenu directement ou indirectement par une société dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé;
- l'emprunt de fonds sous toute forme;
- le consentement de garanties, de sûretés réelles ou personnelles ou autres nantissements sous toutes formes ou de toute autre espèce d'engagement hors-bilan;
- l'acquisition et la vente de biens de quelque nature que ce soit;
- plus généralement, la réalisation de toute opération d'une valeur supérieure à 5.000.000 EUR (cinq millions d'euros);
- la délégation de pouvoirs conformément à l'article 11 des Statuts.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux (a) insérés dans des registres spéciaux tenus au siège social de la Société et (b) signés par le gérant, en cas de gérant unique, ou le ou les gérants présents lors de la réunion du Conseil en cas de pluralité de gérants. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le gérant, en cas de gérant unique, ou deux gérants, en cas de pluralité de gérants.

(iv) Les décisions suivantes ne peuvent être valablement prises par le Conseil qu'après y avoir été autorisé par l'Assemblée Générale (tel que ce terme est défini ci-après) statuant à l'unanimité de tous les associés:

- la délégation par le Conseil de la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérants-délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués, dans la limite de la délégation ainsi octroyée.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi de 1915.

Art. 11. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut, à l'unanimité de ses membres, déléguer pour partie ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut par ailleurs donner des pouvoirs spécifiques pour des transactions déterminées, à un ou plusieurs de ses membres et/ou à des personnes tierces, et révoquer de tels pouvoirs à tout moment.

Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérants, dont il déterminera le nombre, les pouvoirs et le cas échéant la rémunération. Cette délégation nécessite l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale donnée à l'unanimité de tous les associés.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale» et les «Assemblées Générales») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou inférieur à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par voie de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature y apposée.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations adressées aux associés.

(iii) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iv) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(v) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vi) Les résolutions visant à modifier les Statuts (et notamment celles visant à modifier l'objet social, le capital social et la forme sociale de la Société), ou à dissoudre la Société, ou à racheter les parts sociales de la Société, ne peuvent être valablement prises par l'Assemblée Générale qu'à l'unanimité de tous les associés, excepté pour les résolutions visant à renouveler l'autorisation donnée par le Conseil en vue d'augmenter le capital social, qui seront valablement prises par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article 199 de la Loi de 1915 en matière de modification des Statuts.

(vii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(viii) Au cas où des décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le gérant, en cas de gérant unique, ou deux gérants en cas de pluralité de gérants.

Art. 13. Associé unique.

13.1. Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi de 1915 à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions adoptées par ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Le Conseil soumettra au plus tard avant l'Assemblée Générale annuelle le bilan et le compte de résultats ensemble avec leur rapport et les documents afférents tels que requis par la Loi de 1915 et la Loi de 2002 (tel que ce terme est défini ci-après), à l'examen d'un commissaire aux comptes ou d'un réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, qui rédigera sur cette base son rapport.

14.4. Le bilan, le compte de résultats, le rapport du Conseil, le rapport du commissaire aux comptes ou du réviseur d'entreprises agréé le cas échéant, ainsi que tous les autres documents requis par la Loi de 1915 et ou la Loi de 2002, seront déposés au siège social de la Société avant l'Assemblée Générale annuelle appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice social considéré.

Ces documents seront à la disposition des associés qui pourront les consulter durant les heures de bureau ordinaires.

14.5. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

14.6. Lorsque la Société comprend plus de vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le dernier vendredi du mois de mars à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le premier Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 15. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

15.1. Lorsque la Société comprend plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société et/ou les livres et comptes de la Société, sont contrôlés et/ou revus par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes qui peut/peuvent être ou non associé(s) de la Société.

15.2. L'Assemblée Générale procédera à la nomination du/des commissaire(s) aux comptes, déterminera leur nombre, le cas échéant leur rémunération et le terme de leurs fonctions qui ne peut excéder six (6) ans.

15.3. Le(s) commissaire(s) aux comptes est/sont révocable(s) à tout moment sans motif (ad nutum) par l'Assemblée Générale.

15.4. Un réviseur d'entreprises pourra être nommé en lieu et place du/des commissaire(s) aux comptes dès lors que la Société le jugera utile et devra être obligatoirement nommé dès lors que l'exemption prévue par l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002, relative au registre du commerce et des sociétés, la comptabilité, les comptes annuels des sociétés et modifiant d'autres dispositions légales, telle qu'amendée (la «Loi de 2002»), n'est plus applicable.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Le bénéfice net est représenté par le solde créditeur du compte de résultats après déduction des dépenses générales, des charges sociales, des amortissements et provisions pour risques passés et futurs, tels que déterminés par le Conseil (le «Bénéfice Net»).

16.1. Cinq pour cent (5%) du Bénéfice Net annuel de la Société sont affectés à la réserve légale, requise par la Loi de 1915. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

16.2. Les associés décident de l'affectation du solde du Bénéfice Net annuel. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

16.3. Toute distribution de dividendes pourra se faire soit en numéraire, soit en nature, i.e. avec l'option d'incorporer les dividendes au capital social de la Société en contrepartie de la souscription de nouvelles parts sociales.

16.4. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour la distribution; et

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires mentionnés au point (i) du présent article.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17.

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée à l'unanimité. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation constaté après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 18.

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915 et, sous réserve des dispositions d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Cinquième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 8.3.(iv) des Statuts reproduits ci-dessus, l'Associé Unique a décidé de procéder à la nomination, pour une durée indéterminée, de Monsieur Philippe SURITZ, Vice Président Financier Contrôleur et Directeur de SESI Lux Branch, né le 25 décembre 1956, à Bruxelles (Belgique), résidant professionnellement au 35, route de Longwy, L-8080 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que délégué à la gestion journalière de la Société, avec effet au 22 septembre 2014 (étant précisé que les tâches et pouvoirs lui dévolus devront être déterminés par le Conseil).

Sixième résolution

L'Associé Unique a décidé d'autoriser tous gérants de la Société, agissant seul ou conjointement, à accomplir, au nom et pour le compte de la Société, toutes formalités ou actions nécessaires, utiles ou souhaitables à l'exécution des présentes résolutions (en particulier quant à la mise en oeuvre effective du Transfert de Siège et à la mise du jour du Registre aux fins de refléter les diverses modifications opérées).

153768

Frais

Les dépenses, frais, rémunération et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Le notaire soussigné déclare qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue française uniquement.

DONT ACTE, fait et passé à Bertrange, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante, celui-ci a signé, avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: K. Smith, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 22 Septembre 2014. REM/2014/2080. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149502/367.

(140170583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

CPFL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.034.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of August,
before us, Maître Marc Loesch, notary residing at Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,
there appeared at 4.35 p.m.:

3939804 Canada Inc., a company duly incorporated and existing under the Canada Business Corporations Act, having its registered office at 7550, Ogden Dale Road S.E.,- T2C 4X9 Calgary AB, Canada registered under number 3939804, here duly represented by Mr. Sébastien François,
by virtue of a proxy under private seal given on July 30, 2014.

The said proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be registered therewith.

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of CPFL S.à r.l., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170.034 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated July 5th, 2012, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1995, on August 10th, 2012, and lastly modified pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, dated November 22nd, 2013, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3315 dated December 30, 2013.

II. The Company's share capital is set at nineteen million six hundred seventy-two thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 19,672,900), represented by one hundred ninety-six thousand seven hundred and twenty nine (196,729) shares with a par value of one hundred US Dollar (USD 100.-) each.

III. The sole shareholder currently holds all the shares in the Company.

IV. That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the following agenda:

(i) Creation of two new classes of shares called mandatory redeemable preferred shares ("MRPS);

(ii) Increase of the Company's share capital by an amount of five hundred ten thousand Dollars of the United States of America (USD 510,000) by the creation and issue of five thousand (5000) Class A MRPS with an aggregate Class A MRPS premium of Eight hundred and ninety-nine million five hundred thousand Dollars of the United States of America (USD 899,500,000) and one hundred (100) Class B MRPS with an aggregate Class B MRPS premium of Ninety nine million nine hundred and ninety thousand Dollars of the United States of America (USD 99,990,000);

(iii) Subscription and full payment of the MRPS by the sole shareholder by a contribution in kind;

(iv) Amendment of the article 5 of the Company's articles of incorporation;

(v) Amendment of the article 20 of the Company's articles of incorporation;

(vi) Miscellaneous.

V. The meeting resolves to take the following resolutions:

Therefore, the appearing party, acting through its legal representative, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create two new classes of shares called mandatory redeemable preferred shares respectively the class A MRPS (the “Class A MRPS”) and the class B MRPS (the “Class B MRPS”) (hereafter collectively the “MRPS”), with a par value of one hundred dollars of the United States of America (USD 100) each, having such rights and privileges as set out in the articles of association of the Company and the law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company’s capital by an amount of five hundred and ten thousand Dollars of the United States of America (USD 510,000), in order to bring the capital from its present amount of nineteen million six hundred seventy-two thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 19,672,900) to an amount of twenty million one hundred and eighty two thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 20,182,900), through the issue of five thousand (5000) Class A MRPS and one hundred (100) Class B MRPS with a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each, all subscribed and fully paid up.

Subscription and Payment

The Sole Shareholder declares:

(i) to subscribe for five thousand (5000) new Class A MRPS, with a nominal value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each;

(ii) to subscribe for one hundred (100) new Class B MRPS, with a nominal value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each;

(iii) to fully pay them up by a contribution in kind of one billion Dollars of the United States of America (USD 1,000,000,000), (the “Contribution”) including the full payment of:

a) Five thousand (5,000) new class of shares called Class A MRPS for an amount of five hundred thousand Dollars of the United States of America (USD 500,000),

b) One hundred (100) new class of shares called Class B MRPS for an amount of ten thousand Dollars of the United States of America (USD 10,000),

c) a Class A MRPS share premium in respect of the Class A MRPS shares for an amount of eight hundred and ninety-nine million five hundred thousand Dollars of the United States of America (USD 899,500,000).

d) a Class B MRPS share premium in respect of the Class B MRPS shares for an amount of ninety nine million nine hundred and ninety thousand Dollars of the United States of America (USD 99,990,000).

Description of the contribution

The assets contributed are legally owned by the Subscriber. The assets contributed to the Company are composed of financial assets of one billion Dollars of the United States of America (USD 1,000,000,000).

Evidence of the contribution's existence and Value

The aggregate value of this contribution in kind is one billion Dollars of the United States of America (USD 1,000,000,000).

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company, attesting to the value of the Financial Assets and their free transferability.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Company’s articles of incorporation to reflect the foregoing changes to set out the rights and privileges of the MRPS.

The following article is amended and will have henceforth the following wording:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1. Definitions

Class A MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class A MRPS.

Class B MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class B MRPS.

Class A Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class A MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset (s).

Class B Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class B MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with

the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset (s).

Impairment: means, with respect to Underlying Assets relating to a given class of MRPS, any decrease in value recorded or to be recorded under Luxembourg GAAP at the time of redemption in the interim financial statements of the Company used to determine among other things the existence of sufficient available funds for the redemption of the said class of MRPS.

Income: means, with respect to Underlying Assets relating to a given class of MRPS, the income accrued or received (such as but not limited to interest income) and any gains realized by the Company according to the Luxembourg GAAP, during any relevant accounting period of the Company.

Luxembourg GAAP: means the Luxembourg generally accepted accounting principles.

MRPS: means mandatory redeemable preferred shares.

MRPS Shareholder(s): means holder(s) of MRPS of each classes and the terms “shareholder” or “shareholders” shall mean the holders of the Shares and/or the holders of MRPS, as the context requires

Shares: means ordinary shares and MRPS collectively.

Underlying Assets: means collectively the Class A Underlying Assets and the Class B Underlying Assets.

Art. 5.2. Share Capital. The subscribed corporate capital is set at twenty million one hundred and eighty two thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 20,182,900) represented by one hundred ninety-six thousand seven hundred and twenty-nine (196,729) ordinary shares (hereafter the “Ordinary Shares”) with a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each, by five thousand (5000) Class A mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class A MRPS”) with a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each and by one hundred (100) Class B mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class B MRPS”) with a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each, each all subscribed and fully paid up.

The Company may redeem its ordinary shares within the limit fixed by the Law.

The share capital may be increased or decreased by a decision of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders, as the case may be.

Art. 5.3. MRPS. Each MRPS is a redeemable corporate unit. Subscribed and fully paid-up MRPS of a given class shall be mandatorily redeemed upon decision by the managers of the Company in accordance with the provisions of the Law on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class A MRPS and on the second (2nd) anniversary of the date of issuance of the Class B MRPS or at an earlier date as proposed by the board of managers and approved by the shareholders of the Company but in no case such date should be later than ten (10) years as from the date of issuance of the Class A MRPS respectively two (2) years from the issuance of the Class B MRPS. The redemption of the MRPS of a given class can only be made by using sums available for distribution for the said class.

An amount equal to the nominal value of all the redeemed MRPS of a given class (i.e., MRPS corporate capital account and related MRPS share premium account of said class) must be included in an MRPS redemption reserve for each class of MRPS (the “Class A MRPS Redemption Reserve” respectively the “Class B MRPS Redemption Reserve”) which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the subscribed capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalization of reserves.

Redemption Price: Except as provided otherwise (i) in these articles of association or, alternatively, (ii) by a written agreement which may be entered into between the Company and the holder(s) of the MRPS, the redemption price (the “Original Redemption Price”) of each outstanding MRPS of a given class to be redeemed will be, at the sole discretion of the Company, paid in cash or in kind and will be equal to the subscription price for the said class of MRPS to be redeemed as paid by the MRPS holder(s) of said class at the time of issue (i.e. MRPS capital and related MRPS share premium account of said class) plus a proportional fraction of the MRPS Reserve of said class plus any accrued but unpaid preferred dividend on each MRPS of said class to be redeemed at the time of the redemption. For the avoidance of doubt, any preferred dividends declared but not paid in respect of the MRPS of a given class to be redeemed shall be paid prior to any redemption of MRPS.

If, at the time of redemption of an MRPS of a given class through the transfer of the Underlying Asset linked to the redeemed MRPS of the said class, there is an Impairment of the said Underlying Assets acquired or to be acquired and related to the said redeemed MRPS (and of any accrued but unpaid dividends on each MRPS to be redeemed), the Redemption Price of the redeemed MRPS (“Impaired Redemption Price”) will be limited to (a) the impaired book value, at the time of redemption, under Luxembourg GAAP of the Underlying Asset to be transferred in repayment of the redeemed MRPS calculated on a pro-rata basis to the number of redeemed MRPS out of the total number of MRPS to be redeemed, to be increased by the ratio between (b) an amount equivalent to 1% of the nominal value of the Underlying Assets but with a maximum amount equivalent to EUR 2,000,000 (to be allocated to the Underlying Assets that are impaired and linked to the redeemed MRPS based on the total amount of outstanding financing by the Company) and (c) the number of the outstanding MRPS to be redeemed at the time of the redemption.

This limitation of the Original Redemption Price to the Impaired Redemption Price also applies to the redemption of MRPS with transfer of cash and/or assets deriving from the disposal and/or reimbursement of Underlying Assets subject to Impairment.

For the avoidance of doubt, this adjustment cannot result in the Impaired Redemption Price being greater than the Original Redemption Price and any redemption should be made within the limits of art. 72-1 of the Law.

Furthermore, MRPS can only be redeemed to the extent that these redemptions would not have the effect of reducing the net assets below the aggregate of the subscribed capital and the reserves which may not be distributed under law.

Penalty for deferred Payment of Redemption: Upon the redemption of MRPS of a given class, the payment of the applicable redemption price on the MRPS of said class to be redeemed may be deferred, in whole or in part, if the Company does not have sufficient amounts available for distribution to redeem all the MRPS of said class.

In such case the Company shall still redeem all the MRPS of said class and shall pay at the time of the redemption that part of the redemption price which the Company is capable of paying with the amounts available for distribution as at the mandatory redemption date.

Thereafter, the Company shall, in priority to any other amounts payable in respect of its share capital, pay to the former MRPS holder(s) when it has sufficient amounts available to do so, the balance of any amounts owing in respect of the redemption plus a penalty calculated on the deferred payment. The penalty will be determined by the Company and the MRPS holder at that time.

In case of a partial payment of the total redemption price of MRPS of a given class to be redeemed at the final redemption date, the Company may not pay any amounts derived from the Underlying Assets of said class to any other shareholder in respect of its other share capital until the outstanding redemption price of said class has been paid in full.

Subject to the terms of the present article, in the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Company, after payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the MRPS holder(s) of each class will be entitled to the applicable redemption price plus an amount payable in cash or in kind equal to any accrued but unpaid dividend, prior to the payment of any amount in respect of its other share capital.

For the avoidance of doubt, the MRPS holders shall not have the right to participate in any liquidation proceeds other than the right to payment of the applicable redemption price and accrued but unpaid dividend.

The Company shall constitute for the Class A MRPS and for the Class B MRPS a reserve (respectively the “Class A MRPS Reserve” and the “Class B Reserve”), each reserve of the said class to be exclusively used for any payment to be made to the subscriber thereof on the said class of MRPS or by the Company in accordance with these articles of association or the Law.

The Company shall maintain for each class of MRPS a share premium account for the exclusive benefit of the holders of each class of MRPS (the “Class A MRPS Share Premium” and the “Class B MRPS Share Premium”) and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid in relation to the said class of MRPS.

Amounts so recorded to the Class A MRPS Share Premium and to the Class B Share Premium respectively will constitute distributable reserves of the Company for the sole benefit of the Class A MRPS holders and the Class B MRPS holders respectively.

MRPS holder(s) are entitled to the same voting rights as the holder(s) of Common Shares.

A shareholders’ register shall be kept by the Company at its registered office. The shareholders’ register shall mention the name, the profession and the address of each shareholder as notified by that shareholder to the Company, the number of the shares held by each shareholder and, as the case may be, the date and details of any share transfer or conversion. Each shareholder shall notify in writing to the Company its address and any change thereof.

The ownership of the shares will be evidenced by the inscription in the Shareholders’ register.”

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 20 of the Company’s articles of incorporation to reflect the foregoing changes to set out the rights and privileges of the MRPS.

“ Art. 20. Profits, Reserves and Dividends.

20.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of shareholders represents the net profit of the Company.

20.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

20.3 Subject to clauses 5.3 and 20.5 of these Articles, the General Meeting has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

20.4 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

After allocation to the legal reserve, any remaining profit shall be allocated by priority to the payment to the MRPS holder(s) or to the allocation to the MPRS Reserve of each class of the following preferred dividends entitlements:

20.5 Each MRPS of a given class entitles a MRPS holder of said class to a preferential and cumulative dividend which shall accrue daily at an Annual Rate to be determined at a later stage (the rate should correspond to the interest rate on the Underlying Asset of said class minus the margin determined based on a transfer pricing documentation) of the value of the MRPS share capital and MRPS share premium of said class from the date of acquisition by the Company of the corresponding Underlying Assets and be calculated assuming a year of 360 days, as the case may be.

In addition, for a given year, the Annual Rate expressed above will be increased by any additional amounts received by the company in accordance to the terms and conditions of the Underlying Assets of each class (especially resulting from any additional fixed interest rate applied in case of late payment of interest due, prepayment of principal amount or from a compounding feature in the terms and conditions of the Underlying Asset of each class).

The Annual Rate may be revised in accordance to the outcome of a transfer pricing documentation or of its addenda (if any in the future). Notification of the revised applicable Annual Rate will be carried out by the Company via a letter addressed to the MRPS holder.

The MRPS holder(s) of each class are entitled to the preferred cumulative dividend due even for the years in which the Company incurs losses.

If the preferred dividend is not paid (declared or not) despite the existence of profits available for that purpose or not, it shall, upon decision of the shareholder, be compounded each accounting year.

If preferred dividend is not declared despite the existence of profits available for that purpose or not, the amount of the preferred dividend (i) shall be allocated to a MRPS reserve account for each class upon decision of the shareholder of the Company, (ii) shall remain exclusively to the benefit of the MRPS holder(s) of said class and (iii) shall be available in order to pay the outstanding preferred dividend of the said class of MRPS at the time of the next distribution of preferred dividend by the Company (if the Company has distributable reserves).

No dividend or interim dividend shall be distributed to the holder(s) of the common shares until the preferred dividend has been fully paid to the MRPS holder(s) when declared or sufficient amounts for the payment of such preferred dividends have been set aside in the MRPS reserve account of each class."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Nachfolgend die deutsche Übersetzung des vorstehenden Texts:

Im Jahre zweitausendvierzehn, den ersten August.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen um 16.35 Uhr:

3939804 Canada Inc., eine unter dem Canada Business Corporations Act ordnungsgemäß gegründete und bestehende Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in 7550, Ogden Dale Road S.E., T2C 4X9 Calgary AB, Kanada, eingetragen unter der Nummer 3939804,

hier rechtmäßig vertreten durch Herrn François Sébastien, aufgrund einer am 30. Juli 2014 privatschriftlichen ausgestellten Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht bleibt, nachdem sie von dem Bevollmächtigten und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

I. Die erscheinende Partei ist alleinige Anteilhaberin (die „Alleinige Anteilhaberin“) der CPFL S.à r.l, einer nach Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung („Société à responsabilité limitée“) mit Gesellschaftssitz in 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, welche im Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 170.034 eingetragen ist (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft wurde per notarieller Urkunde, erstellt von Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 5. Juli 2012, gegründet, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 1995 am 10. August 2012 veröffentlicht und zuletzt gemäß einer Urkunde von Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz

in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg, vom 22. November 2013, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 30. Dezember 2013 unter der Nummer 3315 veröffentlicht wurde, geändert wurde.

II. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt neunzehn Millionen sechshundertzweiundsiebzigttausendneuhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 19.672.900) festgelegt, das auf einhundertsechsunneunzigtausend-siebenhundertneunundzwanzig (196.729) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert US-Dollar (USD 100) entfällt.

III. Die alleinige Anteilinhaberin hält derzeit alle Anteile an der Gesellschaft.

IV. Die Versammlung wurde somit ordnungsgemäß einberufen und war in allen Punkten der nachfolgenden Tagesordnung beschlussfähig:

(i) Schaffung zweier neuer Anteilklassen namens verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile („MRPS“);

(ii) Erhöhung des Gesellschaftskapital um einen Betrag von fünfhundertzehntausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 510.000) durch die Schaffung und Ausgabe von fünftausend (5.000) MRPS der Klasse A mit einem Gesamt-MRPS-Agio (Klasse A) von achthundertneunundneunzigmillionenfünfhunderttausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 899.500.000) und einhundert (100) MRPS der Klasse B mit einem Gesamt-MRPS-Agio (Klasse B) von neunundneunzigmillionenneuhundertneunzig-tausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 99.990.000);

(iii) Zeichnung und vollständige Zahlung der MRPS durch die alleinige Anteilinhaberin durch eine Sacheinlage;

(iv) Änderung von Artikel 5 der Gesellschaftssatzung;

(v) Änderung von Artikel 20 der Gesellschaftssatzung;

(vi) Verschiedenes.

V. Die Versammlung fasst die folgenden Beschlüsse:

In Anbetracht des Folgenden hat die erschienene Partei durch ihren gesetzlichen Vertreter den unterzeichneten Notar gebeten, die folgenden Beschlüsse aufzuzeichnen:

Erster Beschluss

Die Alleinige Anteilinhaberin beschließt die Schaffung zweier neuer Anteilklassen namens verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile (mandatory redeemable preferred shares; „MRPS“) mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), unterteilt in MPRS der Klasse A (die „MPRS der Klasse A“) und MRPS der Klasse B (die „MPRS der Klasse B“) (im Folgenden unter der Bezeichnung „MRPS“ zusammengefasst), die mit solchen Rechten und Privilegien verbunden sind, wie sie aus der Satzung der Gesellschaft und dem geänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften hervorgehen.

Zweiter Beschluss

Die Alleinige Anteilinhaberin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von fünfhundertzehntausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 510.000) zu erhöhen, um das Kapital von derzeit neunzehn Millionen sechshundertzweiundsiebzigttausendneuhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 19.672.900) auf den Betrag von zwanzig Millionen einhundertzweiundachtzigtausendneuhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.182.900) zu erhöhen durch die Ausgabe von fünftausend (5.000) MRPS der Klasse A und einhundert (100) MRPS der Klasse B mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), welche alle gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

Zeichnung und Zahlung

Die Alleinige Anteilinhaberin erklärt:

(iv) fünftausend (5.000) neue MRPS der Klasse A mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100) zu zeichnen;

(v) einhundert (100) neue MRPS der Klasse B mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100) zu zeichnen;

(vi) diese Anteile durch eine Sacheinlage in Höhe von einer Milliarde Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 1.000.000.000) (die „Einbringung“) voll zu bezahlen. Dazu gehört die vollständige Bezahlung von:

e) fünftausend (5.000) Anteilen der neuen Anteilklasse namens MRPS der Klasse A für einen Betrag von fünfhunderttausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 500.000),

f) einhundert (100) Anteilen der neuen Anteilklasse namens MRPS der Klasse B für einen Betrag von zehntausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 10.000),

g) einem MRPS-Klasse-A-Agios zu den MRPS der Klasse A in Höhe von achthundertneunundneunzig Millionen fünfhunderttausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 899.500.000).

h) einem MRPS-Klasse-B-Agios zu den MRPS der Klasse B in Höhe von neunundneunzig Millionen neunhundertneunzigtausend Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 99.990.000).

Beschreibung der Einbringung

Der Zeichner ist rechtmäßiger Eigentümer der eingebrachten Vermögenswerte. Die in die Gesellschaft eingebrachten Vermögenswerte setzen sich bestehen aus Finanzanlagen in Höhe von einer Milliarde Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 1.000.000.000).

Nachweis über die Existenz und die Höhe der Einbringung

Der Gesamtwert dieser Sacheinlage beträgt eine Milliarde Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 1.000.000.000).

Ein Nachweis über die Existenz und die Höhe der Einbringung wurde erbracht in Form einer von den Geschäftsführern der Gesellschaft erstellten Erklärung über die Einlagehöhe, welche die Höhe der Finanzanlagen und deren freie Übertragbarkeit belegt.

Dritter Beschluss

Infolge der obigen Beschlüsse beschließt die Alleinige Anteilinhaberin, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft so abzuändern, dass den obigen Änderungen Rechnung getragen wird, um die Rechte und Privilegien der MRPS darzulegen.

Der nachfolgende Artikel wird geändert und lautet fortan wie folgt:

“ Art. 5. Grundkapital.

5.1. Definitionen

Anteilinhaber MRPS der Klasse A: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse A.

Anteilinhaber MRPS der Klasse B: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse B.

Basiswerte für Klasse A: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse A erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse B: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse B erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Wertminderung: bezeichnet, im Hinblick auf die Basiswerte einer bestimmten Klasse MRPS, jeglichen Wertrückgang, der nach Luxembourg GAAP zum Zeitpunkt der Rücknahme im Zwischenabschluss der Gesellschaft erfasst wurde bzw. wird, welcher u. a. dazu verwendet wird, das Vorhandensein ausreichender Mittel für die Rücknahme der betreffenden Klasse von MRPS zu untersuchen.

Einkünfte: bezeichnet, im Hinblick auf die Basiswerte einer bestimmten Klasse von MRPS, die während eines relevanten Bilanzierungszeitraums der Gesellschaft aufgelaufenen oder erhaltenen Einkünfte (wie z. B. - jedoch nicht ausschließlich - Zinseinkünfte) und etwaige von der Gesellschaft nach Luxembourg GAAP erzielte Gewinne.

Luxembourg GAAP: bezeichnet die in Luxemburg allgemein anerkannten Rechnungslegungsgrundsätze.

MRPS: steht für verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile (mandatory redeemable preferred shares).

MRPS-Anteilinhaber: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS beider Klassen. Je nach Anforderung des jeweiligen Kontexts bezeichnet der Begriff „Anteilinhaber“ den/die Anteilinhaber und/oder den/die Inhaber der MRPS.

Anteile: Sammelbegriff für Stammanteile und MRPS.

Basiswerte: Sammelbegriff für die Basiswerte der Klasse A und die Basiswerte der Klasse B.

Art. 5.2. Grundkapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital wird auf zwanzig Millionen einhundertzweiundachtzigtausendneunhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.182.900) festgelegt, das auf einhundertsechszehntausendneunhundertneunundzwanzig (196.729) Stammanteile (im Folgenden „Stammanteile“) mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), fünftausend (5.000) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse A (im Folgenden „MRPS der Klasse A“) mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100) und einhundert (100) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse B (im Folgenden „MRPS der Klasse B“) mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100) entfällt, welche alle gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

Die Gesellschaft kann ihre Stammanteile innerhalb des gesetzlich festgelegten Rahmens zurücknehmen.

Das Grundkapital kann durch Entscheidung der Alleinigen Anteilinhaberin beziehungsweise durch Beschluss der Anteilinhaber erhöht oder reduziert werden.

Art. 5.3. MRPS. Jeder MRPS ist ein rückzahlbarer Gesellschaftsanteil. Gezeichnete und voll eingezahlte MRPS einer bestimmten Klasse müssen auf Entscheidung des Gesellschaftsvorstand in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse A und am dritten (3.) Jahrestag der Ausgabe

der MRPS der Klasse B beziehungsweise zu einem früheren Datum, das vom Vorstand vorgeschlagen und von den Anteilhabern der Gesellschaft zu genehmigen ist, zwingend zurückgezahlt werden; dieses Datum darf in keinem Fall mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse A beziehungsweise mehr als drei (3) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse B liegen. Die Rücknahme der MRPS einer bestimmten Klasse kann nur durch Verwendung von Beträgen erfolgen, welche zur Ausschüttung für die betreffende Klasse verfügbar sind.

Ein dem Nennwert aller zurückgenommenen MRPS einer bestimmten Klasse entsprechender Betrag (d. h. MRPS-Kapitalrücklage und das entsprechende MRPS-Agiokonto der betreffenden Klasse) muss in die Rücknahmerücklage für jede MRPS-Klasse (die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse A“ beziehungsweise die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse B“) einbezogen werden; diese Rücklage kann nur im Falle einer Reduzierung des gezeichneten Kapitals an die Anteilhaber ausgeschüttet werden; die Rücklage darf nur zur Erhöhung des gezeichneten Kapitals durch Umwandlung von Rücklagen eingesetzt werden.

Rücknahmepreis: Sofern (i) die Satzung oder alternativ (ii) eine schriftliche Übereinkunft, die die Gesellschaft und der/die MRPS-Inhaber eingehen können, keine abweichenden Bestimmungen vorsieht, wird der Rücknahmepreis (der „ursprüngliche Rücknahmepreis“) für jede im Umlauf befindliche MRPS einer bestimmten zurückzunehmenden Klasse nach freiem Ermessen des Unternehmens als Geld- oder Sachleistung entrichtet; er entspricht dem Zeichnungspreis für die betreffende zurückzunehmende MRPS-Klasse, welchen die MRPS-Inhaber der besagten Klasse zum Zeitpunkt der Ausgabe bezahlt haben (d. h. MRPS-Kapitalrücklage und das entsprechende MRPS-Agiokonto der betreffenden Klasse), zuzüglich eines proportionalen Anteils der MRPS-Rücklage dieser Klasse, zuzüglich einer etwaigen, zum Zeitpunkt der Rücknahme aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Vorzugsdividende auf jede MRPS der betreffenden zurückzunehmenden Klasse. Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass etwaige beschlossene, aber nicht ausgeschüttete Vorzugsdividenden für die MRPS einer bestimmten zurückzunehmenden Klasse vor einer Rücknahme von MRPS auszuschütten sind.

Falls zum Zeitpunkt der Rücknahme der MRPS einer bestimmten Klasse durch den Transfer des mit den zurückgegebenen MRPS der besagten Klasse verbundenen Basiswerts eine Wertminderung der besagten erworbenen oder zu erwerbenden und mit den besagten MRPS verbundenen Basiswerte auftritt (und etwaiger aufgelaufener unausgeschütteter Dividenden für jede zurückzugebende MRPS), wird der Rücknahmepreis des zurückgenommenen MRPS (der „verminderte Rücknahmepreis“) begrenzt auf (a) den verringerten Buchwert des zur Rückzahlung des zurückgenommenen MRPS zu transferierenden Basiswerts nach Luxembourg GAAP zum Zeitpunkt der Rücknahme, welcher anteilig anhand der Anzahl der zurückgegebenen MRPS an der Gesamtanzahl der zurückzunehmenden MRPS berechnet wird, zuzüglich des Verhältnisses zwischen (b) einem Betrag, welcher 1 % des Nennwerts der Basiswerts entspricht, allerdings mit einem Höchstwert von EUR 2.000.000 (der Betrag ist den Basiswerten, bei denen eine Wertminderung zu verzeichnen ist und die mit den zurückgegebenen MRPS in Verbindung stehen, auf Grundlage der Gesamthöhe der ausstehenden Finanzierung der Gesellschaft zuzuweisen) und (c) der Anzahl der zum Zeitpunkt der Rücknahme in Umlauf befindlichen zurückzunehmenden MRPS.

Diese Begrenzung des ursprünglichen Rücknahmepreises auf den verminderten Rücknahmepreis findet auch auf die Rücknahme von MRPS mit Geld- und/oder Sachtransfer Anwendung, welche sich aus der Veräußerung und/oder der Rückerstattung von Basiswerten, welche einer Wertminderung unterliegen, ergibt.

Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass diese Anpassung nicht zu einem verminderten Rücknahmepreis führen kann, der den ursprünglichen Rücknahmepreis übersteigt; jede Rücknahme sollte innerhalb der in Artikel 72-1 des Gesetzes festgelegten Vorschriften erfolgen.

Des Weiteren können MRPS nur in dem Umfang zurückgenommen werden, in dem die Rücknahme nicht zu einer Minderung des Nettovermögens unter die Summe des gezeichneten Kapitals und der Rücklagen, deren Ausschüttung gesetzlich unzulässig ist, führen würde.

Strafe für aufgeschobene Rücknahmehzahlungen: Bei der Rücknahme von MRPS einer bestimmten Klasse kann die Zahlung des entsprechenden Rücknahmepreises für die MRPS dieser Klasse teilweise oder vollständig aufgeschoben werden, falls die Gesellschaft nicht über ausreichende verfügbare Beträge zur Ausschüttung zur Verfügung hat, um alle MRPS dieser Klasse zurückzunehmen.

Dessen ungeachtet muss die Gesellschaft in diesem Fall alle MRPS der betreffenden Klasse zurücknehmen und zum Zeitpunkt der Rücknahme den Anteil des Rücknahmepreises zahlen, den die Gesellschaft mit den zum verbindlichen Rücknahmepreis zur Ausschüttung verfügbaren Beträgen zu zahlen in der Lage ist.

Anschließend muss die Gesellschaft prioritär zu etwaigen anderen in Bezug auf ihr Grundkapital zu zahlenden Beträgen dem/den ehemaligen MRPS-Inhaber(n) die im Zusammenhang mit der Rücknahme geschuldeten Differenzbeträge zahlen, zuzüglich einer auf Grundlage der aufgeschobenen Zahlung berechneten Strafe. Die Strafe wird von der Gesellschaft und dem/den MRPS-Inhaber(n) zum betreffenden Zeitpunkt festgelegt.

Im Falle einer anteiligen Zahlung des gesamten Rücknahmepreises der MRPS einer bestimmten zum endgültigen Rücknahmedatum zurückzunehmenden Klasse, kann die Gesellschaft davon absehen, etwaige Beträge, die sich aus den Basiswerten dieser Klasse ergeben, an andere Anteilhaber im Bezug auf ihr übriges Grundkapital zu zahlen, bis der ausstehende Rücknahmepreis dieser Klasse vollständig gezahlt wurde.

Gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels hat der/haben die MRPS-Inhaber jeder Klasse im Falle einer Liquidation, Auflösung oder Abwicklung nach Zahlung aller Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber

Dritten bzw. nach Hinterlegung diesbezüglicher Mittel Anspruch auf den entsprechenden Rücknahmepreis zuzüglich eines in Form von Geld- oder Sachleistung(en) zu zahlenden Betrages in Höhe von etwaigen aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Dividenden, bevor eine Zahlung jedweder Höhe im Hinblick auf das übrige Grundkapital der Gesellschaft erfolgt.

Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass die MRPS-Inhaber keinerlei Anspruch auf Beteiligung am Liquidationserlös haben, mit Ausnahme des Anspruchs auf Zahlung des entsprechenden Rücknahmepreises und aufgelaufener, aber nicht ausgeschütteter Dividenden.

Die Gesellschaft muss für die MRPS der Klasse A und die MRPS der Klasse B eine Rücklage bilden (die „Rücklage Klasse A“ bzw. die „Rücklage Klasse B“), wobei jede Rücklage für die jeweilige Klasse ausschließlich für Zahlungen an die Zeichner dieser MRPS-Klasse beziehungsweise für Zahlungen der Gesellschaft gemäß dieser Satzung beziehungsweise des Gesetzes zu verwenden ist.

Die Gesellschaft muss für jede MRPS-Klasse eine Agiorücklage ausschließlich zugunsten der Inhaber jeder MRPS-Klasse (die „Agiorücklage MRPS der Klasse A“ und die „Agiorücklage MRPS der Klasse B“) bilden; in dieser Agiorücklage sind der Betrag beziehungsweise der Wert aller in Verbindung mit dieser MRPS-Klasse gezahlten Agios zu verbuchen. Beträge, die demnach in der Agiorücklage der Klasse A beziehungsweise auf die Agiorücklage der Klasse B verbucht werden, stellen ausschließlich zugunsten der Inhaber MRPS der Klasse A beziehungsweise der Inhaber MRPS der Klasse B ausschüttungsfähige Gesellschaftsrücklagen dar.

(Ein) MRPS-Inhaber hat/haben die gleichen Stimmrechte wie (ein) Inhaber von Stammanteilen.

Die Gesellschaft muss an ihrem Gesellschaftssitz ein Anteilsregister führen. Das Anteilsregister muss den Namen, den Beruf und die Anschrift jedes Anteilinhabers so beinhalten, wie sie der betreffende Anteilinhaber der Gesellschaft mitgeteilt hat, die Anzahl der Anteile, die jeder Anteilinhaber hält und gegebenenfalls das Datum und die Details zu etwaigen Transfers oder Umwandlungen. Jeder Anteilinhaber hat die Gesellschaft schriftlich über seine Anschrift und etwaige Änderungen derselben zu informieren.

Die Eigentümerschaft an den Anteilen wird durch Eintragung ins Anteilsregister bewiesen.“

Vierter Beschluss

Infolge der obigen Beschlüsse beschließt die Alleinige Anteilinhaberin, Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft so abzuändern, um den obigen Änderungen Rechnung zu tragen und die Rechte und Privilegien der MRPS festzusetzen.

“ Art. 20. Gewinne, Rücklagen und Dividenden.

20.1 Das Habensaldo der Gewinn- und Verlustrechnung stellt, nach Abzug der von der jährlichen Generalversammlung der Anteilinhaber genehmigten Aufwendungen, Kosten, Ausgaben und Rückstellungen, das Nettoergebnis der Gesellschaft dar.

20.2 Fünf Prozent (5 %) des jährlichen Nettoergebnisses werden zur gesetzlichen Rücklage verwendet. Erreicht die gesetzliche Rücklage einen Betrag, welcher zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals beträgt, besteht keine gesetzliche Pflicht zur weiteren Rücklagenbildung.

20.3 Gemäß der Artikel 5.3 und 20.5 dieser Satzung hat die Generalversammlung das Recht, über den Überschuss nach eigenem Ermessen zu verfügen. Sie kann diesen Gewinn insbesondere für die Zahlung einer Dividende oder die Rücklage verwenden oder ihn vortragen.

20.4 Abschlagsdividenden können jederzeit unter den folgenden Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) Der Vorstand erstellt einen Zwischenabschluss.
- (ii) Aus diesem Zwischenabschluss geht hervor, dass Gewinne und andere verfügbare Rücklagen (einschließlich Anteilsagio) in ausreichender Höhe zur Ausschüttung verfügbar sind.
- (iii) Die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss vom Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Zwischenabschluss gefällt werden.

Nach Verwendung des Gewinns zur Bildung der gesetzlichen Rücklage sind etwaige verbleibende Gewinne prioritär für die Zahlung an den/die MRPS-Inhaber beziehungsweise für die Bildung der MRPSRücklage jeder Klasse der folgenden Vorzugsdividendenansprüche zu verwenden:

20.5 Aus jeder MRPS einer bestimmten Klasse ergibt sich für einen MRPS-Inhaber ein Anspruch auf eine kumulative Vorzugsdividende, welche tageweise um einen später festzulegenden jährlichen Satz anwächst, der später auf Grundlage der Höhe des MRPS-Kapitals und des MRPSAgios der besagten Klasse am Tag des Erwerbs der entsprechenden Basiswerte seitens der Gesellschaft festzulegen ist sowie gegebenenfalls auf Grundlage eines 360-Tage-Jahres zu berechnen ist (der Satz sollte dem Zinssatz des Basiswerts der besagten Klasse abzüglich der auf Grundlage einer Verrechnungspreisdokumentation ermittelten Margin entsprechen).

Darüber hinaus steigt der oben beschriebene Satz für ein gegebenes Jahr um etwaige zusätzliche Beträge, die die Gesellschaft entsprechend den Bedingungen der Basiswerte der jeweiligen Klasse erhalten hat (insbesondere solche, die sich aus etwaigen zusätzlichen festen Zinssätzen im Falle einer verspäteten Zahlung fälliger Zinsen, einer vorzeitigen Tilgung oder aus einer in den Bedingungen des Basiswerts jeder Klasse vorgesehenen Aufzinsung ergeben).

Der jährliche Satz kann in Übereinstimmung mit dem Ergebnis einer Verrechnungspreisdokumentation oder deren Ergänzungen (falls solche in der Zukunft vorgenommen werden) korrigiert werden. Die Gesellschaft teilt dem MRPS-Inhaber den anzuwendenden korrigierten jährlichen Satz schriftlich mit.

Der/die MRPS-Inhaber jeder Klasse haben selbst in den Jahren Anspruch auf die kumulative Vorzugsdividende, in denen die Gesellschaft Verluste erleidet.

Wenn die Vorzugsdividende - ungeachtet der Tatsache, ob hierfür Gewinne verfügbar sind oder nicht - nicht gezahlt wird (mit oder ohne vorheriger Ankündigung), werden diese auf Entscheidung des Anteilhabers jedes Geschäftsjahr aufgezinst.

Sollte - ungeachtet der Tatsache, ob hierfür Gewinne verfügbar sind oder nicht - keine Vorzugsdividende angekündigt werden, muss der Betrag der Vorzugsdividende (i) auf Entscheidung des Anteilhabers der Gesellschaft auf ein MRPS-Rücklagenkonto für jede Klasse eingezahlt werden, (ii) ausschließlich zugunsten des/der MRPS-Inhaber(s) der besagten Klasse verwendet werden, und (iii) für die Zahlung ausstehender Vorzugsdividenden der betreffenden MRPS-Klasse zum Zeitpunkt der nächsten Vorzugsdividendenausschüttung der Gesellschaft verfügbar sein (falls die Gesellschaft über ausschüttungsfähige Rücklagen verfügt).

Dem/den Anteilhaber(n) der Stammanteile ist keine Abschlagsdividende zu zahlen, bevor dem/den MRPS-Inhaber(n) die angekündigte Vorzugsdividende vollständig gezahlt wurde beziehungsweise ausreichende Mittel für die Zahlung solcher Vorzugsdividenden in das MRPS-Rücklagenkonto jeder Klasse eingezahlt wurden."

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Partei in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer Version in deutscher Sprache, wobei im Falle von Differenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version maßgebend ist.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am oben genannten Datum.

Diese Urkunde wurde dem Vertreter der erschienenen Partei verlesen und von letzterem mit dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: S. François, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 4 août 2014. REM/2014/1719. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149378/515.

(140170314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.738.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of August.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Is held

an Extraordinary General Meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l." (the "Company"), a "société à responsabilité limitée", established and having its registered office at 44 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 179 738, incorporated under the denomination of Thirteen Ginko S.à r.l. pursuant to a notarial deed enacted on August 9, 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2559 of October 15, 2013, page 122795.

The articles of incorporation of the Company have been amended November 13, 2013 by a deed from the undersigned notary published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 231 of January 25, 2014, page 11070.

The Meeting was opened by Mr Régis Galiotto, employee, with professional address in Luxembourg, being the chairman.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the office and the undersigned notary. Said list as well as the proxies will be registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list all one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares representing the entire corporate capital of the Company set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) are represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. The agenda of the present Meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
2. Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., as liquidator (the "Liquidator"). Appointment of Value Partners S.A., as auditor to the liquidation;
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge of the managers of the Company for the accomplishment of their respective mandates; and
5. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were unanimously taken:

First resolution

The Meeting RESOLVES to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution

The Meeting RESOLVES to appoint:

- Alter Domus Liquidation Services, with a registered capital of 12.500 euro, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered at the Luxembourg trade register under number RCS B 142 389, as sole liquidator of the Company; and
- Value Partners S.A., having its registered office at 89A, Rue Pafbruch, L-8308 Capellen registered at the Luxembourg trade register under number RCS B 172 950 as auditor to the liquidation.

Third resolution

The Meeting RESOLVES to confer the following powers upon the liquidator:

The liquidator has the powers set forth in by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the shareholders/partners of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution:

The Meeting DECIDES to grant full and total discharge to the board of managers for the accomplishment of their respective mandates until today.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit août.

Par-devant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Assemblée») des associés de la société «Apollo Synergie (Lux) Holding S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 44 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179 738, constituée sous la dénomination de Thirteen Ginko S. à r.l., suivant acte notarié reçu en date du 9 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 2559 du 15 octobre 2013, page 122795.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 novembre 2013, publié au Mémorial C, numéro 231, page 11070 du 25 janvier 2014.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Madame Solange Wolter-Schieres, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau et le notaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il résulte de cette liste de présence que toutes les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la Société et décision de sa mise en liquidation;

2. Décision de nommer Alter Domus Liquidation Services, une société ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au RCS sous le numéro B142389, en tant que seul liquidateur de la Société; et Décision de nommer Value Partners S.A., une société ayant son siège social au 89A Rue Pafebruch, L- 8308 Capellen comme Commissaire aux comptes à la liquidation;

3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur;

4. Décharge aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a DECIDÉ de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution

L'Assemblée a DECIDÉ de nommer:

- Alter Domus Liquidation Services, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro RCS B 142389, à en tant que seul liquidateur de la Société; et

- Value Partners S.A., ayant son siège au 89A, Rue Pafebruch, L-8308 Capellen, enregistrée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 172950, en tant que Commissaire aux comptes à la liquidation

Troisième résolution

L'Assemblée a DECIDÉ d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

L'Assemblée décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

L'Assemblée décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Assemblée décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation aux actionnaires/associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Assemblée a DECIDÉ d'accorder pleine et entière décharge aux gérants pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les personnes comparantes ont signé avec Nous notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41239. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149266/148.

(140170626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Semion Bioanalytics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3348 Leudelange, 21, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 190.459.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of september

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Mr Guy BERCHEM, born on March 19, 1964; in Luxembourg and residing at L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs,
2. Mr Bruno DOMON, born on May 11, 1956; in Haute Sorne (Switzerland) and residing at L-8041 Strassen, 28A, Rue des Romains,
3. Mr Jacques Alain COTTING, born on February 17, 1955; in St Ursen (Switzerland) and residing at CH-1724 Bonfontaine, Chemin du Plentcho, 7,
4. Mr Jan VAN OOSTRUM, born on February 10, 1951; in Safnern (Switzerland) and residing at CH-4112 Flüh Höhenweg, 7,

here represented by Mr Anthony THILLMANY, residing professionally at Esch-sur-Alzette, by virtue of four proxies given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is the Providing of bioanalytical services, including the development of analytical solutions (methods and reagents).

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name "SEMEION BIOANALYTICS S.à r.l.".

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Leudelange.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at EUR 20,000 (twenty thousand euros) divided into 800 (eight hundred) ordinary shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five euros), fully paid-up.

The Company may redeem its own shares within the limits foreseen by Law.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the corporate capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the corporate capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Modification of the capital. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 13 of these Articles.

Art. 8. Payments. Each share entitles to a fraction of the corporate assets of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Multiple beneficiaries. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable whereby the transfer will be approved by a written sole shareholder's resolution.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in accordance with the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. Management of the company. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two managers if more than one manager has been appointed or by the individual signature of the sole manager if only one manager has been appointed.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person(s) to whom special power has been delegated by the sole manager or as the case may be the Board of Managers, but only within the limits of such special power.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings, whereby signatures may be executed on separate counterparts each of which is an original but all of which together will constitute one and the same instrument. In case of a single manager decisions are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Art. 12. Managers liability. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. Shareholders' meeting, Shareholders' resolutions, amendment to the Articles. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

The decisions of the single shareholder which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the corporate capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted (i) by the majority of the shareholders (ii) owning at least three quarter of the Company's corporate capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 14. Financial year. The Company's year starts on the 1st January and ends on the 31st December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st December 2014.

Art. 15. Annual accounts. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Distribution of profits, legal reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s).

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the shareholders.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 17. Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The subscribers have subscribed the shares to be issued as follows:

Mr Guy BERCHEM,	200 shares
Mr Bruno DOMON,	200 shares
Mr Jacques Alain COTTING,	200 shares
Mr Jan VAN OOSTRUM,	<u>200 shares</u>
Total	800 shares

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twenty thousand euros (EUR 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Resolutions of the shareholders

- 1) The Company will be administered by the following managers for an unlimited period of time:
 - Mr Guy BERCHEM, born on March 19, 1964; in Luxembourg and residing at L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs,
 - Mr Bruno DOMON, born on May 11, 1956; in Haute Sorne (Switzerland) and residing at L-8041 Strassen, 28A, Rue des Romaines,
 - Mr Jacques Alain COTTING, born on February 17, 1955; in St Ursen (Switzerland) and residing at CH-1724 Bonnefontaine, Chemin du Plentcho, 7,
 - Mr Jan VAN OOSTRUM, born on February 10, 1951; in Safnern (Switzerland) and residing at CH-4112 Flüh Höhenweg, 7,
- 2) The address of the corporation is fixed at L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs,

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately € 1,400.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, duly represented, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, acting as here above stated, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Guy BERCHEM, né le 19 mars 1964 à Luxembourg et demeurant à L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs,

2. Monsieur Bruno DOMON, né le 11 mai 1956 à Haute Sorne (Suisse) et demeurant à L-8041 Strassen, 28A, Rue des Romains,

3. Monsieur Jacques Alain COTTING, né le 17 février 1955 à St Ursen (Suisse) et demeurant à CH-1724 Bonnefontaine, Chemin du Plentcho, 7

4. Monsieur Jan VAN OOSTRUM, né le 10 février 1951 à Safnern (Suisse) et demeurant à CH-4112 Flüh Höhenweg, Ici représentés par Monsieur Anthony THILLMANY, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu de quatre procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesdites procurations, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés ainsi qu'il a été dit, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet la fourniture de services bio-analytiques, y compris le développement de solutions analytiques (méthodes et réactifs).

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Nom. La Société aura la dénomination: "SEMEION BIOANALYTICS S.à r.l."

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Leudelange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à vingt mille Euros (€ 20.000) divisé en huit cent (800) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Modification du capital. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 13 des présents Statuts.

Art. 8. Paiements. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Bénéficiaires multiples. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de parts. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles, la cession des parts étant approuvée par décision écrite de l'associé unique.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément aux dispositions de l'article 189 de la Loi.

Art. 11. Gestion de la société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants si plus d'un gérant a été nommé ou par la signature individuelle du gérant unique si un seul gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute (s) personne(s) à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérant(s), mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, les signatures pouvant être apposées sur différents exemplaires, chaque exemplaire étant un original mais tous les exemplaires ensemble constituant le même document. En cas de gérant unique, les décisions sont actées dans des résolutions écrites ou dressées par écrit.

Art. 12. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (suivant le cas) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 13. Assemblées générales, Décision des associés, Modifications des statuts. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

Les décisions de l'associé unique prises en vertu du paragraphe précédent seront enregistrées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que (i) par une majorité d'associés (ii) détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 14. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 15. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 16. Distribution de bénéfices, Réserve légale. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,

2. Ces comptes intermédiaires font apparaître un bénéfice incluant des bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire,

3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.

4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 17. Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 18. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription et Paiement

Les souscripteurs ont souscrit les parts sociales à émettre comme suit:

M Guy BERCHEM,	200 parts
M Bruno DOMON,	200 parts
M Jacques Alain COTTING,	200 parts
M Jan VAN OOSTRUM,	200 parts
Total	800 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de vingt mille euros (EUR 20.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Résolutions des associés

1) La Société sera administrée par les gérants suivants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Guy BERCHEM, né le 19 mars 1964 à Luxembourg et demeurant à L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs,
- Monsieur Bruno DOMON, né le 11 mai 1956 à Haute Sorne (Suisse) et demeurant à L-8041 Strassen, 28A, Rue des Romains,
- Monsieur Jacques Alain COTTING, né le 17 février 1955 à St Ursen (Suisse) et demeurant à CH-1724 Bonnefontaine, Chemin du Plentcho, 7
- Monsieur Jan VAN OOSTRUM, né le 10 février 1951 à Safnern (Suisse) et demeurant à CH-4112 Flüh Höhenweg, 7,

2) L'adresse de la Société est fixée à L-3348 Leudelange, 21, Rue des Champs

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la Loi et déclare expressément qu'elles ont été remplies.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à sa constitution sont estimées approximativement à € 1.400,-.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête des comparants susnommés, dûment représentés, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, Fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, agissant ainsi qu'il a été dit, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: THILLMANY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24/09/2014. Relation: EAC/2014/12766. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 25/09/2014.

Référence de publication: 2014149687/296.

(140170372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Beaufort Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.J. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.483.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of September.

Before Us Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EFG Hermes Holding SAE, a joint-stock company established and existing under the laws of Egypt, having its registered office at B129 Smart Village, 6 October, Cairo-Alexandria desert road, Giza, Egypt and registered with the Egyptian Commercial Register under number 12665,

here represented by Sophie HENRYON, employee, with professional address at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal.

The said proxy, signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Beaufort Investments S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 14.

Art. 7. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least three (3) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

The Company may be managed by a sole manager (the Sole Manager) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Managers.

Art. 11. In dealing with third parties, the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of all Category A Managers and one Category B Manager.

The Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. The Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager (s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies and with at least the presence or representation of all Category A Managers and one Category B Manager, and any decision taken by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of all Category A Managers and one Category B Manager.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

Art. 13. The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
EFG-Hermes Holding SAE, prenamed	12.500	EUR 12.500,00
Total	12.500	EUR 12.500,00

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A Managers:

- Mr. Karim Moussa, Managing Director, born on February 1, 1977, in Scherzingen, Switzerland, having his professional address at EFG Hermes, Level 6, The Gate Building, West Wing, DIFC, Dubai, United Arab Emirates;

- Mr. Bakr Abdel-Wahab, Director, born on February 7, 1978 in Cairo, Egypt, having his professional address at EFG Hermes, B129 Smart Village, 6 October, Cairo-Alexandria desert road, Giza, Egypt;

Category B Manager:

- Mr. Patrick van Denzen, companies manager, born on February 28, 1971 in Geleen the Netherlands, having his professional address at 46 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The address of the registered office of the Company is fixed at 46 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), she signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit septembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

EFG-Hermes Holding SAE, une société anonyme établie et existante selon les lois égyptiennes, ayant son siège social au B129 Smart Village, 6 October, Cairo-Alexandria desert road, Gizeh, Egypte et immatriculée auprès du Registre de Commerce d'Égypte sous le numéro 12665,

ici représentée par Madame Sophie HENRYON, employée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Beaufort Investments S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins trois (3) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La Société peut être administrée par un gérant unique qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de tous les Gérants de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérants ou non, associé ou non.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Un gérant de n'importe quelle catégorie peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et avec au moins la présence de tous les Gérants de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B; et toute décision du Conseil de Gérance ne peut être prise qu'à la majorité simple, avec au moins le vote affirmatif de tous les Gérants de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Art. 13. Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
EFG Hermes Holding SAE, prénommée	12.500	EUR 12.500,00
Total	12.500	EUR 12.500,00

Le montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ 1.300 euros.

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de Catégorie A:

- M. Karim Moussa, directeur général, né le 1^{er} février 1977, à Scherzingen, Suisse, ayant son adresse professionnelle à EFG Hermes, Level 6, The Gate Building, West Wing, DIFC, Dubaï, Emirats Arabes Unis;
- M. Bakr Abdel-Wahab, directeur, né le 7 février 1978 au Caire, Egypte, ayant son adresse professionnelle à EFG Hermes, B129 Smart Village, 6 October, Cairo-Alexandria desert road, Gizeh, Egypte;

Gérants de Catégorie B:

- M. Patrick van Denzen, gérant de sociétés, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 46 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. L'adresse du siège social est fixée au 46 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 22 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12691. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014149881/346.

(140171125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Darioritum S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 176.275.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, le 30 septembre 2014

1. L'Assemblée accepte la démission de Mme Laurence BARDELLI, de M. Bertrand MICHAUD et de M. Vincent WILLEMS, comme Administrateur de la Société et de Mme Laurence BARDELLI comme Président du Conseil d'Administration.

2. L'Assemblée accepte la démission de la société SER COM SARL comme Commissaire aux comptes de la Société.

3. L'Assemblée nomme comme nouveaux Administrateurs de la Société:

- M. René FALTZ, né le 17 août 1954 à Luxembourg,
- M. Tom FELGEN, né le 14 décembre 1971 à Luxembourg et
- M. Laurent BARNICH, né le 2 octobre 1979 à Luxembourg.

Les trois Administrateurs demeurent professionnellement au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

4. L'Assemblée nomme comme Commissaire aux comptes de la Société:

- LUXEMBOURG OFFSHORE MANAGEMENT COMPANY S.A., en abrégé LOMAC S.A., ayant son siège au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 22 206.

5. L'Assemblée confie à LOMAC S.A. la mission spécial d'auditer les comptes de l'exercice 2013.

6. Tous les mandats mentionnés ci-dessus prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui sera tenue en 2016.

7. L'Assemblée décide de transférer le siège de la Société du 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

Référence de publication: 2014152006/27.

(140173687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.
